

# Lien social et société conviviale

## Des tendances au futur souhaitable

*Synthèse des travaux des groupes de travail du 8 juillet 2015 et du 9 septembre 2015, avec la participation de Marine Julien, Muriel Kayser, Karine Lancement, Julien Monereau, Emma Penta, Matthieu Pillard, Jean-Paul Veyrat*

### Introduction, par Muriel Kayser

L'amélioration de la cohésion sociale, du vivre ensemble et du développement durable sont des enjeux importants auxquels nous contribuons par nos engagements et pratiques.

Dans ce sens, la question de l'équilibre social par des échanges traversant toute la collectivité se pose.

En effet, dans un contexte global de crise, de creusement des inégalités sociales et d'incertitudes, les **tendances à la fragmentation et au repli sur soi** des groupes d'appartenances sont très actives, depuis les catégories aisées jusqu'aux plus défavorisées.

- Cf. travaux du sociologue Éric Maurin sur les stratégies de repli motivées par la peur du déclassement des classes moyennes
- Cf. les révoltes des jeunes des banlieues ;
- Cf. le développement des revendications identitaires et des intolérances dans un contexte électoral et politique tendu.

Les lieux communs d'une socialisation partagée se raréfient ou s'homogénéisent par catégories du fait des fragmentations spatiales et sociales de la ville. Cela affaiblit le sentiment d'appartenance à la même collectivité, la même nation.

Par exemple, il y a 40-50 ans, les enfants de tous les milieux fréquentaient l'école publique, les activités des mouvements d'éducation populaire, le scoutisme et l'éveil religieux, les colonies de vacances...

Les différences étaient parfois moquées – gentiment – mais les échanges admis et régulés : tout le monde avait sa place, même si certaines étaient plus enviables que d'autres.

Actuellement, les notions d'exclusion-inclusion ont pris le dessus et les générations actuelles, perdant l'habitude de se connaître et d'échanger avec des cultures différentes des leurs, qu'elles soient familiales, sociales, régionales... Leur capacité d'adaptation aux situations nouvelles se rétrécit, la peur de l'inconnu gagne du terrain créant un climat tendu, voire des violences.

Dès lors, il ne s'agit plus seulement de lutter contre les exclusions et d'étayer les catégories fragilisées, mais bien de **chercher des solutions pour inventer une société plus conviviale à partir des ressources que nous détectons chacun à notre place** et dans une vision élargie touchant à toutes les composantes : quartiers aisés, quartiers modestes, urbanité, ruralité...

La diversité de nos origines associatives, culturelles, institutionnelles, en tant que participant à ce groupe va nous permettre d'aborder les choses de façon nouvelle. ■

## TOUR DE TABLE

### Jean-Paul Veyrat, Fédération des centres sociaux et collectifs (monnaie locale, Cigales...)

Le « vivre ensemble » est le vaisseau amiral des centres sociaux. Il faut cependant être vigilant avec cette notion qui peut être récupérée par un discours qui cherche à masquer les inégalités. Il ne s'agit pas seulement de *vivre*, mais d'*être*, *agir* et *faire ensemble*.

Depuis les années 1970 les problèmes sociaux dans les quartiers sont les mêmes. Le volet de renouvellement urbain a eu des effets positifs, mais le volet social reste pauvre et les diagnostics restent identiques.

Au centre social de Rillieux un collectif associatif a été constitué pour porter ce sujet.

Question soulevée par cette notion : *Comment réunir des collectifs et quelles actions coordonnées pour réduire les fractures observées ?* La réponse à cette question peut passer par des actions dans les lycées, un travail sur la laïcité (Le travail dans les quartiers a été rendu plus difficile par la loi de 2004 sur le voile qui a été vécue par certains comme une arme de stigmatisation).

### Karine Lancement, Cerema L'isle d'Abeau

Ancienne chef de projet Politique de la ville en Nord Isère et Chef de projet Agenda 21 à Pessac (Gironde), Karine Lancement a participé à la mise en place de démarches transversales et partenariales de développement solidaire et durable à différentes échelles territoriales. Aujourd'hui Chargée d'études à la Direction Territoriale Centre est du CEREMA (Centre d'études et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement), elle travaille, au sein de l'unité Cohérence territoriale et Cohésion sociale, à l'articulation des politiques publiques et à l'accompagnement de projets territoriaux de développement durable, notamment sur les aspects participation des habitants, évaluation, prospective territoriale. Dans ce cadre, elle a découvert et expérimenté la démarche SPIRAL.

La démarche SPIRAL, sous une impulsion européenne, apporte de nouvelles manières de faire des Agenda 21 de nouvelle génération. Il s'agit d'une méthodologie structurée autour des questions suivantes : *Qu'est ce qui fait bien être sur le territoire ? Qu'est ce qui fait mal être sur le territoire ? Qu'êtes-vous prêt à faire pour améliorer le bien-être de tous ?*

La démarche est structurée au sein du réseau européen Together.

Il s'agit de proposer une dynamique de mobilisation collective, fondée sur du positif, basée sur l'idée de soi pour aller à la rencontre de tous. L'idée est de créer une dynamique de co-responsabilité.

Un plan d'action sur ce modèle a été mis en place dans la commune de Saint Héand dans la Loire, proche de Saint Etienne, avec le soutien de la DREAL Rhône-Alpes. L'enjeu est de permettre un questionnement humain pour penser le fonctionnement des organisations, en identifiant

les centres d'intérêts et de motivations des habitants.

### Julien Monereau, Dreal Rhône-Alpes

Est chargé des projets territoriaux de développement durable à la Dreal Rhône-Alpes, service aux compétences larges, placé sous l'égide du préfet. A ce titre, accompagne, entre autres, les démarches d'Agenda 21. Chaque année, la DREAL accompagne financièrement une dizaine de collectivités pour l'élaboration ou l'évaluation de projets Agenda 21. Le thème de la cohésion sociale et la démarche Spiral étaient inscrits dans les priorités de l'appel à projets de 2015.

Une boîte à outils prospective développée par le ministère de l'Environnement, du Développement durable et de l'Energie (MEDDE – CGDD), applicable à l'échelle d'un territoire est en cours de déploiement. Elle a été testée en Rhône-Alpes. Il s'agit de Vision 21+, qui a fait l'objet d'une formation-action sur le territoire de la communauté de communes de Cluses, Arve et Montagne.

La stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable adoptée en 2015 est de dépasser les logiques sectorielles, en mobilisant les acteurs et en faisant de la transversalité. L'incitation à s'inscrire dans cette stratégie est ouverte aux collectivités, aux entreprises et associations.

Les questions de cohésion sociale et de recherche de transversalité sont inscrites au cœur du développement durable.

Vision 21+ ouvre de nombreuses pistes sur les possibilités de mobilisation des acteurs autour d'un projet global de territoire.

### Marine Julien et Emma Penta, Alternatiba

Le réseau Alternatiba a été créé en 2013, pour permettre aux citoyens d'investir la lutte contre le changement climatique. Il s'agissait de monter un village, pour montrer des solutions ; montrer que pour lutter contre le changement climatique il existe des solutions. C'est un collectif citoyen apaisant qui cherche à travailler avec tout le monde tout en donnant sa place au citoyen.

Le fonctionnement des Alternatibas est horizontal, avec des décisions prises au consensus. Des commissions sont créées, pour créer des liens avec les MJC, les maisons de quartier...

Les villages visent à proposer des espaces qui créent de l'interaction, pour ne pas avoir simplement des stands où les passants s'arrêtent, mais pour proposer des activités.

De 60 à 70 villages d'alternatives sont prévus pour 2015, dont deux dans le Rhône : un à Givors qui a eu lieu au mois de mai dernier et un à Lyon prévu pour octobre. Chacun de ces villages sont organisés autour de rues correspondant à des commissions thématiques, pour mettre en valeur des porteurs de solution.

A Givors, ville en relégation sociale depuis la fermeture de nombreuses industries, le village organisé le 30 mai dernier a mobilisé 2000 personnes. Les associations de quartier se sont investies, les représentants des autorités

religieuses ont invité à y participer... Au-delà de la question du changement climatique, il s'agissait de parler d'une société du bien-vivre, de faire en sorte que cette société du bien-vivre concerne tout le monde. D'autant plus que l'écologie concerne tout le monde, avec une fragilisation accrue des personnes les plus défavorisées.■

## DELIMITATION DU SUJET

### *Les principales tendances*

Le thème d'une société conviviale nous interpelle parce que nous observons :

- Des phénomènes de fragmentation, de séparation entre les espaces et les catégories sociales (différences entre villes et campagnes ; entre centres urbains et espaces périurbains ; entre catégories sociales ; des quartiers sans mixité sociale)
- Des phénomènes de repli sur soi des individus et des communautés
- Une montée de la paupérisation et de la précarité associée à une peur du déclassement
- Une raréfaction des espaces permettant une socialisation partagée
- Une persistance des problèmes sociaux dans les quartiers
- Des inégalités entre les territoires dans l'accès aux services de base (notamment les transports, desquels tout le reste découle, notamment l'accès à l'emploi)
- Des phénomènes de concentration de la richesse
- Une montée des extrémismes et des populismes
- Des problématiques écologiques et environnementales qui frappent plus durement les populations défavorisées
- Des modes d'action fondés sur le faire-ensemble qui associent tous les acteurs d'un territoire
- Une montée des acteurs concernés par la logique de développement durable
- Des dynamiques de projet centrées sur la coresponsabilité et l'implication des parties prenantes
- L'existence de micro-initiatives dans les quartiers qui rassemblent les individus, portés par les habitants (par exemple des événements festifs).

Ce panorama fait coexister des tendances relevant de la fragmentation et d'autres porteuses de solutions, centrées sur les dynamiques de faire-ensemble et de prise en compte des problématiques de développement durable.

Il faut cependant souligner que de la convivialité et des solidarités se développent dans les phénomènes de fragmentation, avec d'une part des actions pour contribuer à faire se rassembler des gens, et d'autre part des cheminements individuels, de prises de

conscience qui font aller du constat d'une difficulté, d'une indignation vers la volonté de trouver des solutions. Il faut également souligner que ces phénomènes de fragmentation peuvent être exagérés par la mauvaise image accolée à des quartiers de la part de personnes qui n'y habitent pas.

Il apparaît donc d'emblée qu'il ne faut pas s'en tenir au constat de la fragmentation pour au moins trois raisons :

- ce constat peut pour partie résulter d'une vision déformée
- dans les espaces fragmentés des formes de convivialité et de solidarité se dessinent
- des solutions émergent, portées par des dynamiques sociales qui vont à l'encontre de la fragmentation.

Une question forte émerge alors : comment porter et soutenir les initiatives qui émanent des individus et leur donner les moyens de se développer ?

### Des pistes d'action

Pour répondre à ces tendances, différentes actions ont été développées, pour aller dans le sens d'une société plus conviviale et renforcer le lien social.

- Actions de renouvellement urbain
  - Démarche des Agenda 21 et notamment Vision 21+
    - Boîte à outils développée par le ministère de l'Environnement, du Développement durable et de l'Energie dont peuvent se servir les collectivités pour construire des approches prospectives
    - Porte sur un projet global à l'échelle d'un territoire et s'adresse aux questions économiques, environnementales, sociales, dans une perspective d'action à 20-40 ans. L'enjeu est d'ouvrir des pistes de mobilisation des acteurs autour d'un projet global de territoire
    - Démocité 21, Pacte 21, Engagements 21, outils pour construire de la démocratie participative, des monnaies locales, etc. (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-scenarios.html>)
    - Vision 21+ a fait l'objet d'une formation-action sur le territoire de la communauté de communes de Cluses, Arue et Montagne
  - Démarche Spiral, qui apporte une nouvelle manière de faire des Agenda 21.
- SPIRAL (Societal Progress Indicators for the Responsibility of All) a été construite à partir de 2005 dans le cadre du plan de cohésion

sociale du Conseil de l'Europe et poursuit aujourd'hui son développement par le réseau Together. SPIRAL est une démarche participative ascendante pour définir le bien-être et construire des indicateurs de progrès vers le bien-être de tous avec les citoyens ; elle permet de co-construire, co-réaliser ou co-évaluer des plans d'action pour le bien-être de tous, concertés à l'échelle d'un territoire, d'une institution, d'une entreprise ou d'une organisation.

SPIRAL se distingue d'autres démarches participatives par le fait qu'elle est entièrement ouverte, collaborative et très formalisée.

Toutes les informations sur la démarche sur l'outil wikispiral : <https://wikispiral.org/>

- Alternatiba : un village pour rassembler les alternatives et les solutions au défi de la justice climatique
  - Deux villages en 2015 en Rhône-Alpes : Givors en mai et Lyon en octobre
  - Chacun de ces villages sont organisés autour de rues correspondant à des

commissions thématiques, pour mettre en valeur des porteurs de solution.

◦ A Givors, ville en relégation sociale depuis la fermeture de nombreuses industries, le village organisé le 30 mai dernier a mobilisé 2 000 personnes.

- Création de monnaies locales, de systèmes d'échanges locaux pour créer des liens économiques à l'échelle d'un territoire

Les principales pistes d'action possibles peuvent être formulées ainsi :

- Créer des réseaux d'échange
- Assurer l'accès à des réseaux de socialisations multiples
- Mettre en valeur les actions positives dans les quartiers
- Concevoir l'espace public pour accueillir les initiatives des habitants, pour permettre leur participation

## Opportunités et menaces

Menaces	Opportunités (et leviers d'action qui en découlent)
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Problèmes sociaux et inégalités entre les territoires</li> <li>• Inégalités dans la mobilité et l'accès aux transports, dont découlent des inégalités dans l'accès aux services, à l'emploi...</li> <li>• Existence de préjugés et d'une mauvaise image de certains espaces qui renforcent ces séparations et conduisent à des formes d'extrémisme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nouvelles technologies et nouvelles formes de partage qui en découlent</li> <li>• Economie de la fonctionnalité</li> <li>• Construction d'espaces urbains avec une mixité fonctionnelle (schéma de cohérence territoriale) pour dépasser les fragmentations et briser les frontières entre quartiers           <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ex. : centre-ville de Villeurbanne, Carré de Soie, qui associent commerces, services et équipements</li> </ul> </li> <li>• Miser sur l'éducation pour dépasser les préjugés</li> <li>• Développer les transports et moyens de circulation pour permettre les liens entre territoires et quartiers</li> <li>• Développer la démocratie participative</li> <li>• Favoriser les dynamiques de projets basés sur la coresponsabilité et l'implication des parties prenantes</li> </ul>

# Les enjeux

A partir de la distinction des opportunités et des menaces, trois pôles d'enjeux émergent : le collectif, le pouvoir d'agir et le temps.

<b>Enjeu du collectif</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Comment faire ensemble ?</li><li>• Comment mobiliser l'ensemble des ressources d'un territoire ?</li><li>• Comment faire évoluer les regards ?</li><li>• Comment valoriser les actions positives ?</li><li>• Comment mettre en réseau les actions positives et leur donner un effet d'entraînement ?</li></ul>
<b>Enjeu du pouvoir d'agir</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Comment permettre aux individus et aux collectifs de se saisir de leur destin ?</li><li>• Comment dépasser le constat d'impuissance face aux problèmes sociaux ?</li><li>• Comment créer des espaces de démocratie participative accessibles ?</li><li>• Comment permettre le déclenchement de l'action ? Le passage de l'envie d'agir des énergies individuelles à l'action ?</li></ul>
<b>Enjeu du temps</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Comment aménager le territoire pour permettre les activités et les liens ?</li><li>• Comment rassurer sur l'avenir ?</li><li>• Comment mobiliser les ressources au bon moment de façon cohérente ?</li><li>• Comment établir les priorités d'action ?</li></ul>

# Quel futur souhaitable pour une société conviviale ?

Au regard des enjeux identifiés ainsi que des ressources identifiées, le développement d'une société conviviale passe par l'appui aux formes de résilience territoriale existantes en vue de faire converger les initiatives et les énergies porteuses de solution. Cette convergence découle d'une façon d'aménager le territoire reposant sur des outils qui favorisent la participation et l'engagement. L'horizon est celui d'un territoire structuré autour des individus porteurs de liens et de solutions, qui soudent le territoire et en garantissent l'ouverture vers l'extérieur.

## Une nouvelle façon d'aménager le territoire

*rendue possible par*

## Des outils pour développer la participation et l'engagement

*qui permet*

Valorisation et reconnaissance du statut de bénévole et autres formes d'engagement

- Reconnaissance du droit à un temps partiel associatif par convention entre employeurs et associations
- Développement du mécénat de compétences
- Obtention de crédits d'enseignement pour les étudiants portant des actions collectives à l'échelle d'un quartier
- Développement d'un "crédit bénévolat" pour les moins de 25 ans valorisant les heures allouées à des projets collectifs par des accès à des services (permis...)

Développement d'un outil de démocratie participative en prenant appui sur le numérique

Développement des conseils d'usagers pour l'amélioration des services publics

Conception de l'espace public sous forme scénique, avec des espaces d'expression et de démonstration qui favorisent leur appropriation par les habitants

## La mise en réseau des énergies et des initiatives

Autour de temps informels

Instauration de moments de convivialité sur plusieurs lieux à intervalles réguliers (concerts, bals, forums...)

Autour de projets

Développement de liens entre quartiers et territoires plus lointains

Jumelage d'écoles entre villes de tailles différentes pour favoriser les échanges

Pour structurer le territoire et favoriser son ouverture vers d'autres territoires